

ARTICLE XIV
AUTRES EXCEPTIONS

Sous réserve que ces mesures ne soient pas appliquées de façon à constituer soit un moyen de discrimination arbitraire ou injustifiée entre des pays où les mêmes conditions existent, soit une restriction déguisée au commerce international, rien dans le présent Accord ne doit être interprété comme interdisant l'adoption ou l'application par l'une ou l'autre des Parties :

- a) des mesures nécessaires à l'application des lois et règlements qui ne sont pas incompatibles avec les dispositions du présent Accord ou
- b) de toute autre mesure dont il est fait état à l'article XX du GATT.

ARTICLE XV
CONSULTATIONS

1. Les Parties se consultent de temps à autre concernant l'application du présent Accord ou de l'une quelconque de ses dispositions.
2. Les consultations tenues aux termes du paragraphe 1 du présent article ont pour objet :
 - a) d'examiner la possibilité d'élargir la portée du présent Accord;
 - b) d'étudier les questions qui influent sur le commerce entre le Canada et la Fédération de Russie;
 - c) de permettre l'échange de renseignements et de vues sur des questions qui pourraient influencer défavorablement sur le niveau existant ou le développement futur du commerce de l'une ou l'autre Partie;
 - d) de passer en revue les questions commerciales multilatérales d'intérêt commun; et
 - e) de revoir les progrès réalisés en vue de l'expansion des échanges commerciaux entre les deux pays ainsi que d'examiner, s'il y a lieu, des propositions destinées à encourager le développement de ces échanges ou à surmonter les obstacles à ce développement.
3. Les consultations en application du présent article peuvent avoir lieu à la demande de l'une ou l'autre des